

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 48 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 16
no Tiunu 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 48 du 16 Juin 2015

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 697 CM du 11 juin 2015 habilitant le ministre chargé des finances à négocier et à conclure une ligne de trésorerie avec le groupe Société générale, Banque de Polynésie, exercice 2015	5236
Arrêté n° 699 CM du 11 juin 2015 approuvant la reconduction tacite de la convention signée le 28 juillet 2006 et ses annexes modifiées entre la Caisse de prévoyance sociale et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et approuvant l'avenant n° 9 à ladite convention	5236
Arrêté n° 719 CM du 11 juin 2015 portant affectation d'une parcelle cadastrée AN n° 1 sise à Hao, au profit de l'Etat ..	5246
Arrêté n° 720 CM du 11 juin 2015 portant nomination de M. Alexandre Johnston en qualité de chef par intérim du service d'assistance et de sécurité	5246

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 356 PR du 11 juin 2015 portant modification des arrêtés n° 684 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel et n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels	5247
Arrêté n° 357 PR du 11 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies	5247
Arrêté n° 358 PR du 11 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement	5247
Arrêté n° 359 PR du 12 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement	5248

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 697 CM du 11 juin 2015 habilitant le ministre chargé des finances à négocier et à conclure une ligne de trésorerie avec le groupe Société générale, Banque de Polynésie, exercice 2015.

NOR : DBF1520297AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'offre de financement proposée par la Banque de Polynésie dans sa lettre d'offre du 30 avril 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre en charge des finances est autorisé à négocier et à conclure une ligne de trésorerie (emprunt à court terme) avec le groupe Société générale, Banque de Polynésie. Ce crédit est destiné au financement des besoins ponctuels de trésorerie de la Polynésie française au cours de l'année 2015.

Ce crédit respectera les conditions suivantes :

Montant : 2 000 000 000 F CFP.

Date d'échéance : 31 décembre 2015.

Taux d'intérêt : Taux variable Euribor 1M + marge de 2 %.

Modalités d'utilisation de la ligne de trésorerie :

Montant minimum de tirage ou de remboursement : 100 000 000 F CFP.

Possibilité de tirage ou de remboursement à tout moment

Commissions de non-utilisation : 0,50 % sur le montant du crédit non utilisé, payable mensuellement à terme échu.

Frais de dossier : 500 000 F CFP.

Art. 2.— La Polynésie française s'engage à inscrire en dépenses obligatoires, les sommes nécessaires au remboursement de toutes sommes dues au titre de l'opération visée à l'article 1er du présent arrêté en principal, intérêts de retard, indemnités, frais, charges et accessoires.

Art. 3.— Le ministre chargé des finances est habilité à négocier l'opération selon les caractéristiques financières fixées à l'article 1er ci-dessus et à signer l'ensemble de la documentation précontractuelle et contractuelle relative au contrat de prêt. Le ministre en charge des finances est habilité à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêts et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 699 CM du 11 juin 2015 approuvant la reconduction tacite de la convention signée le 28 juillet 2006 et ses annexes modifiées entre la Caisse de prévoyance sociale et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et approuvant l'avenant n° 9 à ladite convention.

NOR : DPS1520314AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire et des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale et les instances qui les gèrent ;

Vu la convention du 28 juillet 2006 destinée à organiser les rapports entre les syndicats des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, ses annexes et avenants ;

Vu les délibérations n° 18-2006 CA du 31 mars 2006, n° 18-2006 CA.RNS du 25 avril 2006 et n° 19-2006 CG.RSPF du 27 avril 2006 relatives à la convention collective entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française, approuvées et rendues exécutoires par l'arrêté n° 651 CM du 5 juillet 2006 ;

Vu la délibération n° 2-2015 CA du 24 avril 2015 relative à l'avenant n° 9 à la convention entre les syndicats des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie

française et la Caisse de prévoyance sociale, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 664 CM du 27 mai 2015 ;

Vu la délibération n° 2-2015 CA.RNS du 7 avril 2015 relative à l'avenant n° 9 à la convention entre les syndicats des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 665 CM du 27 mai 2015 ;

Vu la délibération n° 4-2015 CG.RST du 9 avril 2015 relative à l'avenant n° 9 à la convention entre les syndicats des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 666 CM du 27 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée la reconduction tacite de la convention signée le 28 juillet 2006 entre la Caisse de prévoyance sociale et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française, ses annexes et avenants.

Art. 2. — Est approuvé l'avenant n° 9 à la convention signée le 28 juillet 2006 et ses annexes modifiées entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

AVENANT N° 9
à la CONVENTION
entre
**LES SYNDICATS DES MASSEURS-
KINESITHERAPEUTES-REEDUCATEURS
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**
et
**LA CAISSE DE PREVOYANCE
SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,
sise à PAPEETE, Avenue du Commandant Chessé - B.P. 1 - 98713 PAPEETE - TAHITI

agissant pour le compte :

- du Régime des salariés,
- du Régime des non-salariés,
- du Régime de solidarité,

et vu :

- la délibération n° 02-2015/CA en date du 24 avril 2015 du Conseil d'administration du Régime des salariés,
- la délibération n° 02-2015/CA.RNS en date du 07 avril 2015 du Conseil d'administration du Régime des non-salariés,
- la délibération n° 04-2015/CG.RST en date du 09 avril 2015 du Comité de gestion du Régime de solidarité de la Polynésie française,

approuvées et rendues exécutoires par arrêtés n° 664 CM, n° 665 CM et n° 666 CM en date du 27 mai 2015 publiés au JOPF n° 43 NC du 29 mai 2015 ;

représentée par son Directeur, Monsieur Régis CHANG,
habilité par délégations :

- n° 07/P en date du 13 mars 2015 du Président du Conseil d'administration du Régime des salariés ;
- n° 09/RNS en date du 13 mai 2015 du Président du Conseil d'administration du Régime des Non-salariés ;
- n° 05/RST en date du 1^{er} avril 2015 du Président du Comité de gestion du Régime de solidarité de la Polynésie française,

ci-après dénommée la « CPS »,

d'une part,

ET :

- **LE SYNDICAT DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES-REEDUCATEURS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,**

représenté par son Secrétaire général, Monsieur Benjamin HOUOT, dûment mandaté,

- **L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE TAHITI ET DES ARCHIPELS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,**

représentée par son Président, Monsieur Nicolas TOUSSAINT, dûment mandaté,

d'autre part,

**CONVIENNENT DE L'AVENANT N° 9 A LA CONVENTION
DU 28 JUILLET 2006 ET SES ANNEXES DANS LES TERMES CI-APRES :**

Article 1. - Le premier alinéa de l'article 5, intitulé « Relevé Individuel d'Activité Professionnel (RIAP) », est modifié ainsi qu'il suit :

« L'organisme payeur s'engage à communiquer aux praticiens exerçant sous le régime de la présente convention, chaque semestre, le montant global des actes effectués et pris en charge par l'assurance maladie et accident du travail (date de soins), figurant sur leur relevé individuel d'activité professionnel (RIAP). »

Article 2. - Le troisième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6, intitulé « Modalités d'exercice », est modifié comme suit :

« - du nombre d'actes effectués par le praticien et/ou son remplaçant ; »

Article 3. - Au quatrième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6, la mention « remboursements » est remplacée par la mention « soins ».

Article 4. - Le sixième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6 est modifié comme suit :

« A compter du 1^{er} janvier 2015, chaque semestre, la Caisse expédie à chaque praticien conventionné son relevé individuel d'activité professionnel (RIAP), sur lequel figurent le nombre d'actes effectués par le praticien et/ou son remplaçant pour la période concernée ainsi que le nombre de patients traités, relevant de l'un des régimes de protection sociale gérés par la Caisse. »

Article 5. - Le neuvième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6 est modifié comme suit :

« Ce nombre minimum d'actes effectués par le praticien peut être révisé annuellement par avenant à la convention. »

Article 6. - Au dixième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6, les mentions « faible activité remboursée » sont remplacées par les mentions « faible activité réalisée ».

Article 7. - A la fin du deuxième alinéa du paragraphe 5 de l'article 10, intitulé « Paiement des honoraires », il est inséré les dispositions suivantes :

« Pour les soins des mois de novembre et décembre, dans la mesure du possible, le praticien met en œuvre les moyens nécessaires pour faire parvenir les feuilles de soins avant le 1^{er} mars de l'année suivante, dans la limite du délai conventionnel de 4 mois. »

Article 8. - Le deuxième alinéa de l'article 15, intitulé « Plafond d'efficience », est modifié ainsi qu'il suit :

« Le plafond d'efficience correspond à l'ensemble des actes inscrits à la Nomenclature Générale des Actes Professionnels exprimés en coefficients, effectués par un masseur-kinésithérapeute exerçant à titre libéral et/ou son remplaçant, pris en charge par l'assurance maladie-accident du travail, au cours de l'année civile considérée. »

Article 9. - Le quatrième alinéa de l'article 16, intitulé « *Suivi de l'activité individuelle des masseurs-kinésithérapeutes* » est modifié ainsi qu'il suit :

« L'activité étudiée est examinée à partir des relevés individuels d'activité transmis par la Caisse à chaque praticien. Les relevés correspondent aux actes effectués et remboursés par la C.P.S. pour les régimes de protection sociale qu'elle gère durant une période de référence. »

Article 10. - Au cinquième alinéa de l'article 16, les mentions « *l'ensemble des remboursements des actes* » sont remplacées par les mentions « *l'ensemble des actes effectués* ».

Article 11. - Au huitième alinéa de l'article 16, les mentions « *premier trimestre* » sont remplacées par les mentions « *premier semestre* ».

Article 12. - Au cinquième alinéa de l'article 17, les mentions « *n'étant pas suspensive* » sont remplacées par les mentions « *est suspensive* ».

Article 13 - Le septième alinéa de l'article 17 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'inexécution de l'obligation de reversement, le cas échéant après une décision de justice devenue irrévocable, entraîne de plein droit, et sans qu'il soit besoin de le notifier par courrier à l'intéressé, une mesure de déconventionnement du praticien concerné durant une période de trois (3) mois à compter de la fin du délai de reversement. »

Article 14. - Dans le cadre du respect des engagements prévus à l'avenant n° 8, les parties conviennent de :

- poursuivre la mise en œuvre du dispositif de DEP électronique pour libérer du temps médical et administratif pour les partenaires en vue de réorienter les actions vers les enjeux majeurs de l'Assurance Maladie et engageant l'Assurance Maladie.
- utiliser, pour les demandes d'entente préalable de rééducation, les codes « RSS » définis et récapitulés dans le tableau suivant en fonction des affections à prendre en charge :

Code RSS	Affection dont les définitions sont prévues en annexe 1 du présent avenant
RSS 1	Lombalgie commune
RSS 2	Lombalgie complexe
RSS 3	Cervicalgie commune
RSS 4	Cervicalgie complexe
RSS 5	Arthroplastie de Genou par PTG **
RSS 6	Reconstruction du ligament croisé antérieur du genou**
RSS 7	Ménisectomie isolée par arthroscopie**
RSS 8	Entorse externe récente de cheville**
RSP 9	Arthroplastie de hanche par PTH**
RSS10	IMC paraplégie tétraplégie
RSS 11	Hémiplégie **
RSS 12	Maintien autonomie chez personne âgée non grabataire
RSS 13	Affection respiratoire de désencombrement du nourrisson (0 à 24 mois)
RSS 14	Affection respiratoire sévère obstructive ou restrictive - DDB
RSS 15	Réinsertion de la coiffe des rotateurs **
RSS 16	Capsulite rétractile**
RSS 17	Scolioses idiopathiques
RSS 18	PAR / SPA

Code RSS	Affection dont les définitions sont prévues en annexe 1 du présent avenant
RSS 19	Rééducation de la marche (suite hospitalisation prolongée)
RSS 20	Rééducation après libération du nerf médian au canal carpien Situation médicale ne nécessitant qu'à titre exceptionnel d'engager une rééducation *
RSS 21	Rééducation après fracture de l'extrémité distale des deux os de l'avant-bras**
RSS 22	Rééducation après fracture avec ou sans luxation, opérée ou non, du coude chez l'adulte **
RSS 23	Rééducation après fracture non opérée de l'extrémité proximale de l'humérus **
RSS 24	Rééducation dans le cadre d'un traumatisme récent du rachis cervical sans lésion neurologique
RSS 25	Rééducation dans le cadre d'une tendinopathie de la coiffe des rotateurs non opérée **
RSS0M	Pour toutes les affections hors liste ci-dessus (hors LM ou aiguë)
RSS0 LM	Pour toutes les affections hors liste ci-dessus (LM ou chronique)

**Code à inscrire systématiquement sur la DEP lors d'une demande de prise en charge - « d » pour droite - « g » pour gauche

Article 15. - Les troisième et quatrième alinéas du paragraphe 4 de l'article 9, intitulé « Cotation des actes » sont modifiés comme suit :

« Lorsque les actes ou les traitements envisagés sont soumis à entente préalable le masseur-kinésithérapeute complète le formulaire de Demande d'Entente Préalable (DEP) prévu à cet effet. Il indique la nature de l'acte ou du traitement en précisant notamment le DN et la date de naissance du patient, le code du prescripteur, la date de prescription et le code « RSS » en fonction de la prescription et de la Nomenclature Générale des Actes Professionnels. »

« L'accord de prise en charge sera notifié par la Caisse au masseur-kinésithérapeute par l'envoi d'un numéro d'autorisation (DA) ou à défaut par retour de la DEP précisant l'avis du praticien conseil. »

➤ Le cinquième alinéa du paragraphe 4 de l'article 9, intitulé « Cotation des actes » est modifié comme suit :

« En cas de notification par un numéro de DA, le masseur-kinésithérapeute s'engage à reporter obligatoirement le code RSS et ledit numéro sur la feuille de soins adressée à la Caisse lors de la facturation. Dans ce cas par exception à l'article 10, paragraphe 3, la transmission de la DEP et de l'ordonnance ne sont plus exigées à la facturation à compter du deuxième paiement. Tout défaut d'inscription de ces codes et numéros entraînera le refus du paiement dans l'attente de régularisation. »

Article 16. - L'ANNEXE I de la convention du 28 juillet 2006, intitulée « TARIFS D'HONORAIRES », est modifiée et fixée comme suit pour compter de l'exercice 2015 :

Les tarifs d'honoraires pour les soins dispensés aux ressortissants des trois régimes de protection sociale de Polynésie française et à leurs ayants droit sont fixés ainsi qu'il suit :

Libellé	Tarif	
Acte pratiqué par le masseur-kinésithérapeute au cabinet ou au domicile du malade, à l'exception des actes effectués dans un cabinet installé au sein d'un établissement d'hospitalisation de soins privé au profit d'un malade hospitalisé.....	AMK	440 F
Acte pratiqué par le masseur-kinésithérapeute dans une structure de soins ou un établissement, y compris lorsque le malade y a élu domicile, autres que ceux qui donne lieu à application de la lettre-clé AMK.....	AMC	440 F
Acte de rééducation des affections orthopédiques et rhumatologiques effectués par le masseur-kinésithérapeute.....	AMS	440 F
Indemnité forfaitaire de déplacement.....	IFD	350 F
Indemnité horokilométrique.....	IK	90 F
Majoration de nuit pour les actes effectués par les MKDE.....	MN	1 100 F
Majoration de dimanche et jours fériés légaux.....	MD	880 F

Le seuil forfaitaire des indemnités de déplacement est fixé à :
120 km/jour plafonnés à 37 560 km/an

Article 17. - Pour l'exercice 2015, l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses en masso-kinésithérapie se rapportant aux honoraires des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs est fixé, en date de soins et hors Régime de la Sécurité sociale, à :

1,026 Milliard F CFP (UN MILLIARD VINGT SIX MILLIONS DE FRANCS CFP).

Article 18. - Contribution au budget de formation

Les masseurs-kinésithérapeutes acceptent que, pour l'exercice 2015, la contribution de l'organisme payeur au financement des actions de formation agréées prévue à l'article 21 de la Convention du 28 juillet 2006, soit fixée dans une limite de **CINQ MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (5 000 000 F CFP)**, au regard de l'intérêt médico-économique de la ou des formation(s), notamment en termes d'amélioration de la qualité des soins, de réduction de la durée des traitements, de mise en place de réseau, après appel à projet auprès de l'ensemble des professionnels de santé conventionnés.

PAPEETE, le 3 JUIN 2015

Fait en cinq (5) exemplaires originaux

Pour le Syndicat des Masseurs-Kinésithérapeutes-
Rééducateurs de la Polynésie Française :

Pour la Caisse de Prévoyance Sociale
de la Polynésie Française :

LE SECRETAIRE GENERAL,

LE DIRECTEUR,

M. Benjamin HOUOT,

M. Régis CHANG

Pour l'Organisation Professionnelle des Masseurs-
Kinésithérapeutes de Tahiti et des Archipels
de la Polynésie Française :

LE PRESIDENT,

M. Nicolas TOUSSAINT

ANNEXE 1

Définitions utilisées dans les recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS)

1- Lomбалgie commune

Sources : Prise en charge masso-kinésithérapique dans la lomбалgie commune : modalité de prescription (Haute Autorité de Santé Mai 2005, validé en Septembre 2005)

Et Référentiel concernant la rééducation en cas de lomбалgie commune (Réponse à la saisine de la CNAMTS en application de l'article L162-1-7 du code de la sécurité social – Mars 2011)

La lomбалgie commune correspond à des douleurs lombaires de l'adulte sans rapport avec une cause inflammatoire, traumatique, tumorale ou infectieuse. On estime habituellement, sur la base de la pratique clinique, que la « lomбалgie commune » représente la grande majorité des cas (90 %) de lomбалgies prises en charge par les professionnels de santé.

La classification suivante, établie par des experts internationaux et particulièrement adaptée à la réalité clinique et à la prise en charge rééducative des lomбалgies communes, a été utilisée :

- les lomбалgies aiguës d'évolution égale ou inférieure à 4 semaines ;
- les lomбалgies subaiguës qui ont une évolution comprise entre 4 et 12 semaines ;
- les lomбалgies chroniques marquées par leur ancienneté, supérieure à trois mois.

Les experts ont proposé d'individualiser les lomбалgies récidivantes et de les définir comme la survenue d'au moins deux épisodes aigus à moins d'un an d'intervalle.

Au vu de cette définition il faut exclure les lombo-sciatalgies et lombo-cruralgies de ce référentiel.

2 - Cervicalgie chronique

Sources : Décision n°2013.0020/DC/SEAP du 6 mars 2013 du collège de la HAS relative au référentiel proposé par l'UNCAM le 13 novembre 2012 et portant sur le nombre de séances de masso-kinésithérapie pour rééducation en cas de cervicalgie non spécifique sans atteinte neurologique, au-delà duquel un accord préalable du service du contrôle médical est nécessaire (Haute Autorité de Santé 06 Mars 2013)

Recommandation de bonne pratique - Mis en ligne le 1/5/2003

Les cervicalgies regroupent l'ensemble des douleurs de la région cervicale.

Les cervicalgies sont qualifiées de « communes » lorsque la démarche étiologique menée par le médecin ne conduit pas à une affection précise impliquant une cause et une évolutivité particulière justifiable d'un traitement spécifique.

L'expression « fléau cervical » (en anglais : whiplash), communément appelée « coup du lapin », rassemble des cervicalgies qui se distinguent par leurs circonstances d'apparition.

Sont exclues de ce référentiel les cervicalgies associées à une radiculalgie des membres supérieurs (NCB) et celles concernant le « coup du lapin » qui justifient une prise en charge particulière.

3 - Arthroplastie de hanche par prothèse totale

Source : Réponse à la saisine du 30 avril 2009 en application de l'article L162-1-7 du code de la sécurité sociale (Haute Autorité de Santé validée le 01 Juillet 2009)

La rééducation après arthroplastie par prothèse totale de hanche doit se traiter en cabinet de ville après sortie directe du service de chirurgie (pas de centre de rééducation) elle concerne des patients âgés de moins de 80 ans.

4 - Arthroplastie du genou par prothèse totale ou uni-compartimentaire

Source : Réponse à la saisine du 30 avril 2009 en application de l'article L162-1-7 du code de la sécurité sociale (Haute Autorité de Santé validée le 01 Juillet 2009)

Les suites d'une prothèse totale de genou de première intention se traitent en cabinet de ville après sortie directe du service de chirurgie (pas de centre de rééducation) pour des patients âgés de moins de 80 ans.

5 - Reconstruction du ligament croisé antérieur du genou

Sources : Réponse à saisine du 26 février 2009 en application de l'article L162-1-7 du code de la sécurité sociale (Haute Autorité de Santé validée le 22 Avril 2009)

Et Synthèse des recommandations professionnelles. Critères de suivi en rééducation et d'orientation en ambulatoire ou en SSR après ligamentoplastie du croisé antérieur du genou (Haute Autorité de Santé validée Janvier 2008).

« La ligamentoplastie du croisé antérieur de genou ne nécessite pas, pour un patient justifiant de soins de masso-kinésithérapie, de recourir de manière générale à une hospitalisation en vue de la dispensation des soins de suite et de réadaptation.

Le retour à domicile précoce du patient opéré d'une ligamentoplastie de genou s'appuie sur la kinésithérapie libérale. »

(Le type d'intervention n'est pas précisé par la HAS.)

6 - Ménisectomie

Source : Réponse à une saisine de la CNAMTS en application de l'article L162-1-7 du Code de la sécurité sociale. Rééducation après ménisectomie isolée, totale ou subtotale, par arthroscopie (Haute Autorité de Santé validée le 01 Mars 2011)

Sont exclues les réparations méniscales, les ménisectomies des deux genoux ou d'un seul genou associées à un autre acte chirurgical, notamment sur le ligament croisé antérieur.

7 - Entorse Externe récente de cheville-pied

Source : Réponse à saisine du 26 février 2009 en application de l'article L162-1-7 du code de la sécurité sociale (Haute Autorité de Santé validée le 22 Avril 2009)

Définition : Classiquement, l'entorse de cheville correspond à une atteinte des ligaments externes entre le tibia, le talus (ancien astragale) et le calcaneum. Par extension, on entend par entorse de cheville les entorses de n'importe quelles articulations de la cheville et du pied. Plusieurs articulations sont concernées :

- Articulation talo-crurale (entre le tibia, le talus et le calcaneum) avec 2 types d'entorses soit externe (l'entorse classique) soit interne (beaucoup plus rare)
- Articulation sous-talienne (entre le talus et le calcaneum) et médio-tarsienne entre le talus, le naviculaire (ex-scaphoïde tarsien) et le cuboïde : entorse du médio-pied, souvent liées,
- Articulation entre naviculaire, 1er métatarsien et les 3 cunéiformes : entorse de Lisfranc

L'entorse externe de cheville concerne le ligament collatéral latéral (ex latéral externe) de l'articulation talo-crurale qui représente 90% des entorses de chevilles.

Il existe plusieurs stades dans une entorse. La simple distension quand le ligament est simplement étiré ; la rupture d'un faisceau laissant les autres faisceaux sains ; et enfin la rupture de tout le ligament. Suivant l'importance de la lésion on parlera d'entorse bénigne ou d'entorse grave (en cas de rupture du ligament).

Les signes de gravité d'une entorse de cheville :

- Si l'entorse bénigne vaut au patient une première nuit inconfortable, l'insomnie est la règle générale dans les entorses graves.
- La notion d'un craquement audible, l'impression d'une déchirure, d'un déboitement ou d'un écoulement chaud à l'intérieur de la cheville au moment du traumatisme sont des éléments en faveur d'une entorse grave.
- L'existence d'un tiroir talien antérieur recherché genou fléchi et cheville en flexion plantaire de 10 à 15° et la sensation d'un ressaut lors de sa réduction signent la rupture du faisceau antérieur et donc la gravité.
- Le bâillement tibio-talien latéral en position neutre affirme la rupture associée du faisceau moyen. (La douleur, l'œdème et l'ecchymose peuvent gêner leur constatation mais ces signes de laxité restent toutefois des éléments essentiels déterminant la gravité des lésions.)

La constatation d'au moins un de ces symptômes lors du bilan du Kinésithérapeute doit entraîner l'exclusion du patient de ce référentiel.

8 - Réinsertion et/ou suture d'un ou plusieurs tendons de la coiffe des rotateurs de l'épaule, par arthroscopie ou abord direct

Source : Réponse à une saisine de la CNAMTS en application de l'article L162-1-7 du Code de la sécurité sociale. Rééducation après réinsertion et/ou suture d'un ou de plusieurs tendons de la coiffe des rotateurs de l'épaule, par arthroscopie ou abord direct (H.A.S. Mars 2011)

Il existe un consensus, confirmé par la pratique professionnelle majoritaire, pour admettre que la prise en charge rééducative postopératoire doit s'inscrire dans un programme de rééducation articulé en 3 phases:

- la 1^{re} phase, rééducation postopératoire initiale, correspond à la phase de cicatrisation, soit environ 6 semaines pour un tendon. Cette phase peut nécessiter des séances rapprochées.

Elle vise essentiellement à restaurer une mobilité passive.

- la 2^e phase, rééducation postopératoire secondaire, vise essentiellement, après sevrage du patient de son orthèse, à restaurer la mobilité active et la force musculaire, afin de rendre à son terme l'indépendance du patient pour les actes de la vie quotidienne préalablement définis dans le projet du patient. Sa durée s'étend habituellement sur 3 mois.

- la 3^e phase, rééducation postopératoire tertiaire, à partir de la fin du 4^e mois. Cette phase n'est pas systématique, mais mise en œuvre uniquement pour certains patients lorsque la reprise d'activités professionnelles, sportives ou de loisirs exige des capacités physiques maximales, en particulier une récupération complète des amplitudes articulaires, de la force et de l'endurance musculaires. Il s'agit essentiellement d'une phase réadaptative. Il est recommandé de ne pas prolonger cette 3^e phase au-delà de la fin du 6^e mois postopératoire.

ARRETE n° 719 CM du 11 juin 2015 portant affectation d'une parcelle cadastrée AN n° 1 sise à Hao, au profit de l'Etat.

NOR : DAF150277AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° HC 54 du 4 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est affectée, au profit de l'Etat, la parcelle de terre dénommée Motufano et cadastrée commune de Hao section AN n° 1 d'une superficie de 43 616 mètres carrés, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 28 mai 2015 et détenu par la direction des affaires foncières.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à accueillir les terres polluées issues des parcelles domaniales. Ce projet devra être réalisé dans un délai de sept ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Les valeurs vénale et comptable de la parcelle affectée est identique et estimée à *quatre-vingt-sept millions deux cent trente-deux mille francs CFP* (87 232 000 F CFP), soit 2 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — L'Etat, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 720 CM du 11 juin 2015 portant nomination de M. Alexandre Johnston en qualité de chef par intérim du service d'assistance et de sécurité.

NOR : SAS1500826AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service d'assistance et de sécurité ;

Vu l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 modifié portant organisation du service d'accueil et de surveillance ;

Vu l'arrêté n° 367 CM du 1er avril 2015 portant nomination de M. Léopold Teaotea en qualité de chef par intérim du service d'assistance et de sécurité ;

Vu la demande de congés de M. Léopold Teaotea en date du 19 mars 2015 pour la période du 10 juin 2015 au 27 juin 2015 inclus ;

Vu les nécessités de service,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Alexandre Johnston est nommé en qualité de chef par intérim du service d'assistance et de sécurité du 10 juin 2015 au 27 juin 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.

Edouard FRITCH.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 356 PR du 11 juin 2015 portant modification des arrêtés n° 684 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel et n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels,

Arrête :

Article 1er. — Le dernier alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 susvisé est abrogé.

Art. 2. — A la fin de l'article 1er de l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 susvisé, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

“Il prend les actes pouvant concerner le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine au titre de son mandat de maire de la commune de Teva I Uta quel qu'en soit le montant.”

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.

ARRETE n° 357 PR du 11 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Albert Solia, ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidence du gouvernement de la Polynésie française, ministère du budget, des finances et des énergies, pendant l'absence de M. Nuihau Laurey, du 13 au 27 juin 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 358 PR du 11 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, pendant l'absence de M. Heremoana Maamaatuaiahutapu, du 13 au 26 juin 2015 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 359 PR du 12 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— M. Albert Solia, ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, pendant l'absence de M. Heremoana Maamaatuaiahutapu, du 13 au 26 juin 2015 inclus.

Art. 2.— L'arrêté n° 358 PR du 11 juin 2015 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ETAT RECAPITULATIF CHRONOLOGIQUE DES JOURNAUX OFFICIELS PUBLIES EN 2014
Ordinaires + numéros complémentaires (NC) + numéros spéciaux (NS)

N°	Date	Pages	N°	Date	Pages	N°	Date	Pages	N°	Date	Pages
			<i>Report</i>			<i>Report</i>			<i>Report</i>		
					7 264			11 524			16 028
1 + NC	03/01/14	64	32	22/04/14	236	31 NS	23/07/14	12	81 + NC	10/10/14	124
2	07/01/14	100	14 NS	23/04/14	8	32 NS	24/07/14	56	53 NS	13/10/14	4
1 NS	07/01/14	8	15 NS	24/04/14	8	59 + NC	25/07/14	92	82	14/10/14	116
3 + NC	10/01/14	176	33	25/04/14	188	60	29/07/14	124	54 NS	16/10/14	32
4	14/01/14	80	16 NS	28/04/14	16	33 NS	30/07/14	8	83 + NC	17/10/14	96
5	17/01/14	1 056	34	29/04/14	84	34 NS	30/07/14	964	84 + NC	21/10/14	160
2 NS	20/01/14	24	35 + NC	02/05/14	128	61 + NC	01/08/14	240	85 + NC	24/10/14	104
6	21/01/14	512	36 + NC	06/05/14	112	62	05/08/14	80	55 NS	24/10/14	288
3 NS	23/01/14	8	17 NS	07/05/14	2	35 NS	07/08/14	20	56 NS	27/10/14	252
7	24/01/14	128	37 + NC	09/05/14	140	63	08/08/14	188	86	28/10/14	76
8	28/01/14	68	38 + NC	13/05/14	92	64	12/08/14	72	57 NS	30/10/14	12
4 NS	28/01/14	8	39 + NC	16/05/14	264	36 NS	14/08/14	44	87	31/10/14	160
5 NS	30/01/14	8	40	20/05/14	152	37 NS	14/08/14	8	88	04/11/14	160
9	31/01/14	108	18 NS	22/05/14	8	65	15/08/14	120	58 NS	06/11/14	12
10	04/02/14	96	41	23/05/14	84	66	19/08/14	96	89	07/11/14	136
11	07/02/14	184	19 NS	26/05/14	8	67 + NC	22/08/14	128	90 + NC	11/11/14	156
6 NS	10/02/14	4	42 + NC	27/05/14	82	68	26/08/14	136	59 NS	13/11/14	4
12	11/02/14	48	43 + NC	30/05/14	116	38 NS	27/08/14	4	91 + NC	14/11/14	152
13 + NC	14/02/14	176	20 NS	02/06/14	84	69 + NC	29/08/14	212	60 NS	17/11/14	320
14 + NC	18/02/14	66	21 NS	02/06/14	4	70 + NC	02/09/14	156	61 NS	17/11/14	12
15 + NC	21/02/14	208	44 + NC	03/06/14	132	71 + NC	05/09/14	492	92	18/11/14	72
16 + NC	25/02/14	108	22 NS	05/06/14	124	39 NS	05/09/14	4	62 NS	20/11/14	48
7 NS	26/02/14	124	45 + NC	06/06/14	112	40 NS	08/09/14	8	93 + NC	21/11/14	264
17	28/02/14	116	46	10/06/14	92	72 + NC	09/09/14	106	94 + NC	25/11/14	208
18 + NC	04/03/14	120	23 NS	11/06/14	84	41 NS	11/09/14	2	95 + NC	28/11/14	172
19 + NC	07/03/14	136	47 + NC	13/06/14	184	73	12/09/14	124	96 + NC	02/12/14	330
8 NS	10/03/14	968	24 NS	16/06/14	224	42 NS	12/09/14	2	97	05/12/14	412
20	11/03/14	64	48	17/06/14	100	43 NS	15/09/14	4	98	09/12/14	148
21	14/03/14	92	49	20/06/14	168	44 NS	15/09/14	4	63 NS	11/12/14	4
22	18/03/14	116	50	24/06/14	64	74	16/09/14	116	99	12/12/14	172
23 + NC	21/03/14	56	25 NS	25/06/14	8	45 NS	17/09/14	2	64 NS	15/12/14	52
24 + NC	25/03/14	516	51 + NC	27/06/14	124	46 NS	18/09/14	64	100	16/12/14	112
9 NS	25/03/14	8	26 NS	27/06/14	8	47 NS	18/09/14	24	65 NS	17/12/14	12
10 NS	27/03/14	664	52	01/07/14	144	75	19/09/14	108	101 + NC	19/12/14	164
25 + NC	28/03/14	212	27 NS	03/07/14	12	48 NS	19/09/14	4	66 NS	19/12/14	236
26	01/04/14	144	53	04/07/14	228	76 + NC	23/09/14	32	102	23/12/14	280
11 NS	03/04/14	8	54 + NC	08/07/14	184	49 NS	23/09/14	32	67 NS	24/12/14	152
27 + NC	04/04/14	108	55	11/07/14	108	50 NS	24/09/14	20	103 + NC	26/12/14	132
28	08/04/14	92	56	15/07/14	112	51 NS	25/09/14	16	104	30/12/14	128
12 NS	10/04/14	36	28 NS	15/07/14	8	77	26/09/14	56	68 NS	30/12/14	148
29	11/04/14	220	29 NS	16/07/14	36	52 NS	26/09/14	4	69 NS	31/12/14	348
30 + NC	15/04/14	74	30 NS	16/07/14	4	78 + NC	30/09/14	284	70 NS	31/12/14	324
13 NS	17/04/14	60	57	18/07/14	108	79 + NC	03/10/14	128	71 NS	31/12/14	80
31	18/04/14	92	58	22/07/14	76	80 + NC	07/10/14	108			
<i>Sous-total</i>		7 264	<i>Sous-total</i>		11 524	<i>Sous-total</i>		16 028	<i>Total général</i>		22 402

104 ordinaires + 48 NC = 16 182 pages

71 spéciaux = 6 220 pages

Total général : 223 numéros pour 22 402 pages

Bureau commercial : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf
 Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2014)	5 220 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 60 NS du 17 avril 2014)	1 680 F CFP
- Code des douanes (mise à jour au 1er avril 2014).....	3 062 F CFP
- Budget 2015	1 610 F CFP
- Affiches "Accident du Travail".....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer".....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse".....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	58 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010.....	2 294 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2011.....	2 515 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2012.....	2 641 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2013.....	2 594 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2014.....	3 192 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998).....	368 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)	704 F CFP
- Convention collective des assurances	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	940 F CFP
- Convention collective des banques	496 F CFP
- Convention collective du commerce	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française.....	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage	410 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 <i>broché</i>)	1 040 F CFP
- Livret d'apprentissage anticipé de la conduite (octobre 2009).....	670 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010)	326 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectificatif (JOPF n° 65 NS/11)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11)	263 F CFP
- Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise	139 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
<i>Tome 1</i> : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)	2 629 F CFP
<i>Tome 2</i> : Statuts particuliers (mise à jour au 31 mars 2002)	2 730 F CFP
<i>Tome 3</i> : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999)	1 659 F CFP

Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf